



Liberté - Egalité - Fraternité  
REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

**ARRETE**

**n° 2006-200-8 du 19 JUIL 2006** portant  
**prescriptions complémentaires à la société BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS**  
**pour sa carrière de marne et loess sise sur le territoire des communes de**  
**RETZWILLER et WOLFERSDORF aux lieux – dits**  
**" Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg "**  
**(codificatif des prescriptions et prescriptions complémentaires suite à la demande**  
**de modification des conditions d'exploiter)**  
**au titre du titre 1er du livre V du code de l'Environnement**

**LE PREFET DU HAUT RHIN**

*Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le code de l'Environnement, et notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre V,
- VU** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,
- VU** le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, et notamment son article 18,
- VU** le Code minier et ses textes d'application,
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,
- VU** l'arrêté ministériel du 10 février 1998 et du 9 février 2004 relatifs à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées
- VU** le Schéma Départemental des Carrières du Haut-Rhin, approuvé par arrêté préfectoral du 6 février 1998 mis à jour le 3 février 2003 ,
- VU** l'arrêté préfectoral n°1219 du 5 mai 2000 autorisant la SA STURM à exploiter et étendre une carrière de marne grises et jaunes et cailloutis et une station de transit des matériaux extraits sur la carrière, sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, pour une superficie totale de 21,38 ha
- VU** l'arrêté préfectoral n°20394 du 13 février 2002 autorisant la Sté BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS à exploiter le site constitué par la carrière et la station de transit de

matériaux, sur le territoire des communes de RETZWILLER et WOLFERSDORF, au lieu et place de la SA STURM,

- VU** l'arrêté préfectoral n°20837 du 27 mars 2002 portant prescriptions complémentaires à la Sté BRIQUETERIE DE ROUFFACH SAS (modification des conditions de remise en état),
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2003-295-3 du 22 octobre 2003 : prescriptions complémentaires s'agissant des mesures techniques nécessaires à prendre pour assurer la stabilité des terrains de la carrière et notamment ceux du front Nord,
- VU** les procès-verbaux de récolement des
- ✓ 27 juillet 2000 (superficie de 1,808 ha),
  - ✓ 30 janvier 2001 (superficie de 0,6723 ha),
  - ✓ 28 mars 2002 (superficie de 1,2646 ha),
  - ✓ 1<sup>er</sup> octobre 2002 (superficie de 2,3766 ha),
  - ✓ 23 octobre 2003 (superficie de 0,0954 ha),
  - ✓ 28 avril 2004 (superficie de 0,3000 ha),
  - ✓ 11 août 2004 (superficie de 0,7450 ha),
  - ✓ 23 mars 2005 (superficie de 0,4357 ha),
  - ✓ 14 février 2006 (superficie de 0,2728 ha),
- concernant des cessations d'activité partielles de la carrière et leur remise en état pour une superficie globale de 7,97 ha,
- VU** la demande de la Sté Briqueterie de Rouffach du 15 mai 2006 (dépôt préfecture le 31 mai 2006), pour être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de sa carrière de Retzwiller et Wolfersdorf, et notamment :
- ✓ modification de phasage d'exploitation,
  - ✓ diminution de la durée de vie du site jusqu'au 31 juin 2017
  - ✓ modification des montants de garanties financières,
- VU** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées du 31 mai 2006,
- VU** l'avis de la Commission départementale des carrières du 23 juin 2006,

**CONSIDERANT** que le site : carrière et station de transit de matériaux issus de la carrière est déjà autorisé par arrêté préfectoral du 05 mai 2000 susvisé par une superficie de 21,38 ha, mais que compte tenu des diverses cessations partielles d'activité et de remise en état ayant donné lieu aux procès-verbaux de récolement susvisés, le site de la carrière n'est plus que de 13,4034 ha repartis comme suit :

- ✓ 4,9465 ha pour la zone d'extraction,
- ✓ 8,4569 ha pour les zones de stockage de matériaux en transit

**CONSIDERANT** en conséquence qu'il convient de mettre à jour les terrains du site initial encore concernés par l'autorisation d'exploiter une carrière (zone d'extraction et zones de stockage de matériaux extraits en transit) et d'adapter les prescriptions d'exploiter et de remise en état en fonction du parcellaire encore concerné,

**CONSIDERANT** que l'actuelle demande de modification des conditions d'exploiter (demande du 15 mai 2006) susvisée, même si elle constitue une modification notable

des éléments figurant au dossier de demande d'autorisation d'exploiter du 05 mai 2000 susvisée, ne remet toutefois pas en cause l'impact lié à l'exploitation du site quant à :

- l'impact sur les eaux,
- l'impact sonore,
- l'impact visuel,
- l'impact sur le trafic,
- l'impact sur l'air,

**CONSIDERANT** que la production moyenne et la production maximale de la carrière restent les productions précédemment autorisées par arrêté du 05 mai 2000 susvisé, et que le volume maximal de matériaux en transit, issus de l'exploitation du site, reste également inchangé,

**CONSIDERANT** que l'actuelle demande de modification des conditions d'exploiter (modification du phasage d'exploitation) impacté (diminution) sur la durée de vie de la carrière et qu'il convient donc de revoir l'échéance de l'autorisation d'exploiter le site,

**CONSIDERANT** que le délai entre fin des travaux d'extraction et fin des travaux de remise en état du site reste de 3 ans comme cela avait «été autorisé par arrêté du 05 mai 2000 susvisé (article 2),

**CONSIDERANT** qu'il y a lieu de revoir le montant des garanties financières de remise en état de la carrière et que celles-ci ont été calculées sur la base du dernier indice TP01 connu à la rédaction du présent arrêté (indice TP01 janvier 2006 : 544,6),

**APRES** communication du projet d'arrêté à l'exploitant,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,

## ARRETE

### I- PORTÉE DE L'AUTORISATION

#### Article 1<sup>er</sup> – CHAMP D'APPLICATION

La Sté BRIQUETERIE de ROUFFACH, dont le siège social est 1 rue de la Tuilerie – 68250 ROUFFACH et désignée "exploitant" dans le présent arrêté, est autorisée à poursuivre l'exploitation de sa carrière de marne, loess et cailloutis ainsi qu'une station de transit de ces matériaux, sises à Retzwiller et Wolferdorf sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté qui s'appliquent à ces installations.

L'établissement comprend les installations classées répertoriées dans le tableau suivant :

Désignation de l'activité	Rubrique	Régime	Quantité
Carrière de marne, loess et cailloutis	2510-1	A	surface : 13,4034 ha tonnage annuel moyen :120 000 tonnage annuel maximal :216 000 quantité totale autorisée à extraire :700 000 t

			répartis comme suit : - 360 000t (200 000m <sup>3</sup> ) marne grise - 340 000 t ( 190 000 m <sup>3</sup> ) cailloutis et marne jaune
Station de transit de matériaux	2517-1	A	Volume maximal : 370 000 m <sup>3</sup>

A : Autorisation

## **Article 2 – DURÉE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation de poursuivre l'exploitation du site est accordée jusqu'au 30 juin 2017 :

- pour les travaux d'extraction proprement dit : jusqu'au 31 décembre 2013,
- pour l'exploitation de la station de transit de matériaux (marnes grises, loess et cailloutis) issus de l'exploitation du site de la carrière : jusqu'au 31 décembre 2016.

Sauf en cas de renouvellement de cette autorisation :

- l'extraction des matériaux commercialisables est achevée au 31 décembre 2013,
- la remise en état 6 mois avant l' échéance de l'autorisation d'exploiter.

## **Article 3 - PÉRIMÈTRE AUTORISÉ**

Par référence au plan cadastral annexé au présent arrêté, le périmètre autorisé pour l'extraction est limité :

- aux parties de parcelles suivantes telles qu'elles sont définies dans le tableau ci dessous :

COMMUNE	Zone d'extraction	Zone de stockage
RETZWILLER	<p>✓ partie de parcelle 57 -section 15 dans le polygone (A,A1,A8,A7,A6,X,AB14,Y,B,A)]</p> <p>✓ parties de parcelle 59 -section 15 situées dans les polygones (X,A6,alv1,E,D,AB15,X) et (Y,B,C,D2,Y)</p>	<p>✓ parcelles 45,46,47,48 et – section15</p> <p>✓ partie de parcelle 57 –section 15, située au Sud de la ligne joignant les sommets [A,B]</p> <p>✓ partie de parcelle 59 –section 15, au Sud de la ligne joignant les sommets [B,C,H, I<sub>1</sub>]</p> <p>✓ parcelles 58 –section15</p> <p>✓ partie de parcelle 64 –section 15, au Nord de la ligne joignant les sommets [I<sub>1</sub>,I]</p> <p>✓ partie de parcelle 63 – section 15 au Nord de la ligne joignant les sommets [I,H]</p>
WOLFERSDORF	<p>✓ partie de parcelle 114 –section 2, située dans le polygone (A7,A6,alv1,alv2,alv3,alv4,alv5,alv6, AC32,AC33,A7)</p>	<p>✓ parcelles 188,189,195 et 196 – section 2</p>

Coordonnées LAMBERT des sommets concernés :

points	X	Y
A	957 585	303 550
A <sub>1</sub>	957 575	303 568
A <sub>6</sub>	957 776	303 770
A <sub>7</sub>	957 700	303 811
A <sub>8</sub>	957 532	303 630
B	957 604	303 550
C	957 650	303 550
D	957 760	303 665
D2	957 695	303 650
E	957 818	303 700
H	957 820	303 440
I	957 800	303 400
I <sub>1</sub>	957 683	303 420
AB14	957 682	303 667
AB15	957 778	303 776
X	957 700	303 663
Y	957 693	303 652,80
AC32	957 867	303 802,50
AC33	957 755,7	303 902,60
alv1	957 842	303 747
alv2	957 838	303 753
alv3	957 835	303 765
alv4	957 838	303 772
alv5	957 848	303 777
alv6	957 854	303 786

- aux lieux –dits Espen, Traubacherweg, Grosse Allmend et Marterweg.

Toute modification de la dénomination des parcelles cadastrales et de leur concession devra être déclarée, dans les plus brefs délais, à l'inspecteur des installations classées de la Direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement (DRIRE).

.../...

## II- RÈGLES GÉNÉRALES

### **Article 4- CONFORMITÉ AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES – PRESCRIPTIONS APPLICABLES**

Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur.

Les nouvelles prescriptions édictées par le présent arrêté se substituent à celles édictées par les actes administratifs délivrés antérieurement :

✓ arrêté n° 1219 du 5 mai 2000 : autorisation d'exploiter une carrière de marnes grises, marnes jaunes et cailloutis, et une installation de transit de ces matériaux, pour une superficie de 21,38ha, à Retzwiller et Wolfersdorf, à la Sté STURM SA,

✓ arrêté n° 2094 du 13 février 2002 : autorisation de changement d'exploitant de la carrière et de la station de transit des matériaux extraits, au profit de la Sté Briqueterie de Rouffach au lieu et place de la SA STURM,

✓ arrêté n° 20837 du 27 mars 2002 : prescriptions complémentaires s'agissant des conditions de remise en état de la carrière,

✓ arrêté n° 2003-295-3 du 22 octobre 2003 : prescriptions complémentaires s'agissant des mesures techniques nécessaires à prendre pour assurer la stabilité des terrains de la carrière et notamment ceux du front Nord.

En ce qui concerne les prescriptions du présent arrêté, qui ne présentent pas un caractère précis en raison de leur généralité ou qui n'imposent pas de valeurs limites, l'exploitant est tenu de respecter les engagements et valeurs annoncés dans le dossier de demande d'autorisation dès lors qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant au minimum les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation,
- les plans tenus à jour,
- les actes administratifs pris au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,
- les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit exigées par le présent arrêté, ainsi que les derniers rapports de visite de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant.

#### **Article 5 - MISE EN SERVICE- FORCLUSION DE L'AUTORISATION**

Compte tenu du fait que l'exploitation du site est déjà autorisée, l'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque les installations n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure (article 24 du décret du 21 septembre 1977).

#### **Article 6 - ACCIDENT - INCIDENT**

Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement doit être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21 septembre 1977).

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise.

#### **Article 7 - MODIFICATION – EXTENSION – CHANGEMENT D'EXPLOITANT**

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de

demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation (article 20 du décret du 21 septembre 1977).

Si l'installation change d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant doit en faire la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation (article 34 du décret du 21 septembre 1977).

Tout changement d'exploitant est soumis à autorisation préfectorale selon les modalités prévues à l'article 23.2 du décret du 21 septembre 1977. Le dossier de demande d'autorisation comprend :

- les documents établissant les capacités techniques et financières du nouvel exploitant,
- la constitution des garanties financières prévues par le présent arrêté,
- un document attestant le droit de propriété ou d'exploitation des terrains concernés.

### **Article 8 - MISE À L'ARRÊT DÉFINITIF D'UNE INSTALLATION**

Si l'installation cesse l'activité au titre de laquelle elle est autorisée, l'exploitant doit en informer le Préfet au moins six mois avant cette cessation.

Lors de l'arrêt définitif de l'installation, l'exploitant doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'Environnement.

Il est joint à la notification au Préfet, un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site conformément aux dispositions des articles 34.1 à 34.6 du décret du 21 septembre 1977.

Ce mémoire précise les mesures prises pour assurer la protection des intérêts visés précédemment et pouvant comporter notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, ainsi que des déchets présents sur le site,
- les mesures prises pour les matériaux, matériels et installations fixes pouvant subsister sur le site la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site de l'installation dans son environnement,
- le respect des dispositions applicables à la remise en état du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact de l'installation sur son environnement.

## **III - PRESCRIPTIONS APPLICABLES À L'ENSEMBLE DES INSTALLATIONS**

Les installations sont exploitées conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux, ainsi qu'aux dispositions suivantes.

## **AMÉNAGEMENT PRÉLIMINAIRES ET DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION**

### **Article 9 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES :**

Avant la *poursuite* de l'exploitation, l'exploitant :

✓ met en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,

✓ place :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation,
- le cas échéant, des bornes de nivellement.

Ces bornes doivent toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site,

✓ met en place à la périphérie de la zone en exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone,

✓ aménage l'accès à la voirie publique de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

#### **Article 10 - DÉCLARATION DE DÉBUT D'EXPLOITATION :**

La déclaration de début de poursuite d'exploitation telle qu'elle est prévue à l'article 23.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires mentionnés ci-dessus.

Cette déclaration est transmise en trois exemplaires au Préfet et est accompagnée du document établissant la constitution de garanties financières définies à l'article 31 du présent arrêté.

### **SÉCURITÉ DU PUBLIC**

#### **Article 11 - ACCÈS ET CIRCULATION DANS LA CARRIÈRE :**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit. Des dispositifs de barrage, mobiles et susceptibles d'être bloqués pendant les heures où la carrière n'est pas surveillée, seront installés sur les chemins d'accès au site d'exploitation.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

#### **Article 12 - DISTANCES DE REcul – PROTECTION DES AMÉNAGEMENTS :**

**Article 12.1 :** Les bords de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé défini à l'article 3, ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et



notamment le poteau EDF sur la limite Ouest de la zone d'extraction, et les bassins de décantation.

De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.

Par ailleurs, l'exploitant prend les mesures techniques nécessaires, permettant d'assurer la stabilité des terrains de la carrière et notamment ceux du front Nord.

**Article 12.2 :** En ce qui concerne les lignes électriques passant sur le site de la carrière, l'exploitant veille particulièrement au respect des dispositions du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 et de l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

## CONDUITE DE L'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE

### **Article 13 - POMPAGE DE LA NAPPE PHRÉATIQUE :**

Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état, est interdit.

.../...

### **Article 14 - TRAVAUX PRÉPARATOIRES :**

**Article 14.1. Matérialisation des distances de sécurité.** Avant le début de chaque phase d'exploitation, l'exploitant matérialise sur le site les distances de sécurité définies à l'article 12.

**Article 14.2. Défrichage.** Sans objet.

**Article 14.3. Décapage.** Aucune exploitation, extraction ou mise en stock n'a lieu sans décapage préalable de la zone concernée. Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Les opérations de décapage respectent les dispositions suivantes :

- la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie) est avisée, au moins trois semaines à l'avance, de toute campagne de décapage,
- les horizons humifères sont enlevés en premier, avant les autres matériaux de découverte. Aucun déplacement des horizons humifères n'a lieu par temps de pluie,
- la circulation des engins doit être évitée sur les zones à décapage,

**Article 14.4. Découvertes archéologiques.** Toute mise à nu d'éventuel vestige provenant de gisements archéologiques, est immédiatement signalée à la Direction régionale des affaires culturelles (Service régional de l'archéologie).

**Article 14.5. Stockage des terres de découverte et des horizons humifères.** Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les horizons humifères aux stériles. Les horizons humifères et les stériles sont stockés séparément de manière à pouvoir être réutilisés lors de la remise en état des lieux.

**Article 14.6. Evacuation hors du site des excédents de terres de découverte, d'horizons humifères et de matériaux impropres à la fabrication de tuiles.** Dans tous les cas, cette évacuation des excédents de terres de découverte, horizons humifères et matériaux impropres à la fabrication de tuiles ne se fera qu'après constitution du stock tampon minimal nécessaire à la réalisation de la remise en état du site après exploitation. L'exploitant doit être capable de justifier à tout moment des quantités conservées.

**Article 14.7. Fossés de drainage.** La continuité des fossés de drainage traversant le périmètre d'exploitation de la carrière doit être assurée.

#### **Article 15 - EXTRACTION :**

**Article 15 .1 :** L'exploitation a lieu exclusivement à sec au maximum jusqu'à la cote d'altitude 275 m NGF (*c'ad. jusqu'à une profondeur maximale de 45 m par rapport au niveau naturel des terrains voisins du côté Nord-Est, et 35 m du côté Sud-Ouest*). La pente maximale du front s'établit à 1/1,5 (env. 30°) par rapport à l'horizontale.

**Article 15 .2 :** L'exploitation se fait de façon à ce que les fronts prévus pour la remise en état du site soient directement obtenus par le terrain naturel restant en place.

**Article 15 .3 :** La hauteur de chaque gradin n'excède pas 15 m. Chaque banquette aura une largeur au moins égale à la hauteur du plus haut des 2 gradins qu'elle sépare.

.../...

**Article 15 .4 :** La progression des niveaux d'extraction est réalisée de manière à maintenir en permanence, au cours des phases d'exploitation, l'accès à toutes les banquettes.

**Article 15.5 :** L'exploitant définit une méthode de repérage de l'engin d'extraction permettant de garantir le respect des prescriptions du présent arrêté.

#### **Article 16 - REMBLAYAGE :**

Tout remblayage dans le périmètre de la carrière avec des matériaux autres que des granulats, des enrochements et ceux existant naturellement sur le site, est interdit, **tant que les terrains n'auront pas fait l'objet de la déclaration de cessation d'activité réglementaire et que le procès-verbal de récolement n'aura pas été dressé.**

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Les éventuels apports de matériaux extérieurs au site, nécessaires au respect des prescriptions du présent arrêté, seront accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés, ainsi qu'un plan

topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

## PLAN D'EXPLOITATION

### **Article 17 - CONTENU :**

Il est établi, pour la carrière, un plan d'exploitation, à l'échelle 1/1000, orienté, comprenant un maillage selon le système LAMBERT.

Sur ce plan sont reportés :

- les dates des levés,
  - le périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ainsi que ses abords dans un rayon de 50 m, la dénomination des parcelles cadastrales concernées,
  - l'emplacement de tous les sommets intéressants le site, et notamment ceux liés aux cessation d'activité,
  - les bords de la fouille,
  - les limites de sécurité définies à l'article 12 et les périmètres de protection institués en vertu de réglementations spéciales,
  - les limites de la zone située à moins de 200m des habitations ou à moins de 30 m du ruisseau Elbach,
  - les courbes de niveau (équidistantes, tous les 10 m d'altitude) ou les cotes d'altitude (NGF) des points significatifs et des points levés,
- .../...
- la position de tous ouvrages ou équipements fixes présents sur le site et dans son voisinage immédiat, en particulier ceux dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques, et notamment les ouvrages de décantation,
  - l'emplacement exact du bornage,
  - la position des dispositifs de clôture,
  - l'étendue des zones décapées et les emplacements de stockage des terres de découverte, des marnes grises, des marnes jaunes (loess) et des cailloutis,
  - les limites des phases d'exploitation et de remise en état définies pour le calcul des garanties financières,
  - l'étendue des zones où l'exploitation est définitivement arrêtée, celles remblayées et celles remises en état,
  - l'étendue des fronts d'exploitation remis en état,
  - les voies d'accès et chemins menant à la carrière,
  - les cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière,
  - les points de rejet dans l'Elbach
  - des coupes (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente), avec des échelles horizontales et verticales égales, visant notamment à appréhender les pentes de stabilité naturelle des fronts d'exploitation

A ce plan seront annexées les valeurs correspondantes à :

- la somme, en ha, des surfaces remises en état,
- la somme, en ha, des surfaces non touchées,
- la longueur totale des fronts d'exploitation,

- la longueur totale des fronts d'exploitation remis en état,
- la longueur totale des fronts d'exploitation non remis en état,
- la somme , en ha, des surfaces décapées
- le volume des matériaux en stocks ( par type de matériaux et par zone de stockage),

au moment de la levée du plan.

#### **Article 18 - MISE À JOUR :**

Le plan est mis à jour au moins 2 fois par an :

- préalablement à la campagne d'extraction,
- à la fin de la campagne d'extraction,

par une personne ou un organisme compétent pour l'ensemble des éléments visés à l'article 17.

#### **Article 19 - COMMUNICATION DU PLAN :**

Le plan d'exploitation est conservé sur le site par la personne chargée de la direction technique des travaux et tenu à la disposition des agents mandatés pour assurer le contrôle de l'exploitation. Chaque version du plan est versée au registre d'exploitation de la carrière.

Ce plan comprenant tous les éléments visés à l'article 17 est communiqué à l'inspecteur des installations classées tous les ans.

.../...

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment :

- que le plan soit établi ou validé par un géomètre- expert,
- que des coupes supplémentaires (profils réalisés dans la direction de la plus grande pente) soient réalisées.

### **PRÉVENTION DES POLLUTIONS ET NUISANCES**

#### **Article 20 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES :**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence.

Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières, ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.

## **Article 21 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES :**

**Article 21.1 :** Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche formant cuvette de rétention, à l'abri des intempéries dans un local technique, entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

**Article 21. 2 :** Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 l, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 l ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 l.

**Article 21. 3 :** Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

## **Article 22 - PRÉLÈVEMENTS D'EAU : sans objet**

## **Article 23 - REJETS D'EAUX :**

### **Article 23.1 : Eaux de procédé : sans objet**

### **Article 23 .2 : Eaux pluviales, eaux des aquifères superficiels**

Les eaux pluviales de ruissellement( terrains de la carrière, stockages et zones de stockage) et les eaux des couches de cailloutis aquifères intérieures au site de la carrières seront drainées .

Elles devront être traitées pour respecter les prescriptions suivantes préalablement à leur rejet dans le milieu naturel:

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30° C,
- matières en suspension totales (MEST) : concentration inférieure à 35 mg/l (norme NF T 90-105),
- demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) : concentration inférieure à 125 mg/l (norme NFT 90-101),
- hydrocarbures : concentration inférieure à 5 mg/l (norme NF T 90-114).

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 h ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt/l.

Les rejets seront effectués dans l'Elbach.  
Le débit de rejet maximal sera de 200 m<sup>3</sup>/h.

Le ou les émissaires seront équipés pour la mesure de débit et la prise de prélèvement représentatif des rejets.

Des analyses de contrôle trimestrielles seront effectuées par un laboratoire agréé sur des prélèvements effectués selon les règles de l'art au niveau des rejets ; elles porteront sur les paramètres définis ci-dessus. Les résultats d'analyses seront transmis dès réception à l'inspection des installations classées.

### **Article 23.3 : Eaux usées domestiques**

Les eaux usées domestiques provenant de l'exploitation devront être évacuées conformément au Code de la santé publique.

Lorsqu'il ne sera pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation devront faire appel aux techniques de l'assainissement autonome.

L'accord de la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales devra être obtenu sur la filière retenue. De même, l'accord du service chargé de la Police de l'eau sur la conception et l'implantation des ouvrages sera nécessaire.

### **Article 24 – REJETS ATMOSPHÉRIQUES :**

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier, les pistes de circulation sont arrosées en tant que de besoin pour éviter les envols de poussières.

### **Article 25 – DÉCHETS :**

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées dans des installations autorisées.

Toute mise en dépôt à titre temporaire ou définitif des déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite, tant que les terrains n'auront pas fait l'objet de la procédure de cessation d'activité réglementaire et que le procès-verbal de récolement n'aura pas été dressé.

Toute incinération à l'air libre de déchets de quelque nature que ce soit est interdite.

L'exploitant met en œuvre une surveillance pour éviter tout déversement, dépôt ou décharge de produits extérieurs au site et de déchets, sur les terrains qui n'auront pas fait l'objet de la procédure de cessation d'activité réglementaire.

L'exploitant justifie le caractère ultime au sens de l'article L 541-24 du Code de l'Environnement, des déchets mis en décharge

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisés par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie.

L'élimination des déchets à l'extérieur de l'établissement ou de ses dépendances, doit être effectuée dans des installations régulièrement autorisées à cet effet au titre du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'Environnement. L'exploitant doit pouvoir en justifier l'élimination.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'éliminateur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux.

Les huiles usagées sont éliminées conformément au décret 79-981 du 21 novembre 1979 et aux arrêtés ministériels du 28 janvier 1999 portant réglementation de la récupération des huiles usagées.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées, un registre chronologique de la production, de l'expédition des déchets ... L'arrêté du 7 juillet 2005 fixe les informations devant être contenues dans ces registres. Ces registres doivent être conservés au moins cinq ans.

## **Article 26- BRUIT :**

### **Article 26.1 - Principes généraux**

L'exploitation sera menée de manière à ne pas être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du titre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, sont applicables.

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière doivent être conformes aux règles d'insonorisation en vigueur.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

### **Article 26.2 - Valeurs limites**

Les émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-dessous, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée sont définies sur le plan annexé au présent arrêté.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB <sub>(A)</sub>	5 dB <sub>(A)</sub>	3 dB <sub>(A)</sub>

de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissible définies précédemment,

les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limites de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

<i>Points de mesure : en limite de l'exploitation</i>	<i>Période JOUR de 6h30 à 21h30 sauf dimanches et jours fériés en dB(A)</i>	<i>Période NUIT de 21h30 à 6h30 ainsi que les dimanches et jours fériés en dB(A)</i>
<i>Sud (vers le canal et les 1ères habitations de Retzwiller)</i>	<i>57</i>	<i>43</i>
<i>Sud Est (vers l'écluse n° 15)</i>	<i>58</i>	<i>43</i>
<i>Est, Nord –Est (vers le canal et les 1ères habitations de Wolfersdorf)</i>	<i>47</i>	<i>43</i>
<i>Nord et Ouest (vers les champs)</i>	<i>70</i>	<i>65</i>

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

.../...

### **Article 26.3 - Contrôles**

Un contrôle de la situation acoustique est effectué, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées, et plus spécialement lors du début des travaux d'exploitation sur :

- la phase 8,
- la phase 10
- la phase 13.

Le plan des points de mesure sera préalablement soumis à l'approbation de l'inspecteur des installations classées

### **Article 27 - VIBRATIONS :**

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement, sont applicables.

## **SURVEILLANCE DES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT**

### **Article 28 - SURVEILLANCE DES REJETS :**

#### **Article 28.1 – Principes généraux :**



Tous les rejets et émissions doivent faire l'objet de contrôles périodiques par l'exploitant.

Ces contrôles réalisés selon les règles de l'art doivent permettre le suivi du fonctionnement des installations et la surveillance de leurs effets sur l'environnement. Les analyses sont réalisées par un laboratoire agréé.

Les résultats commentés de ces contrôles sont adressés dès réception à l'inspection des installations classées.

L'inspecteur des installations classées peut demander à tout moment la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

**Article 28.2 – Surveillance des eaux souterraines : sans objet**

**Article 28.3 – Surveillance des eaux de surface (Elbach) :**

L'inspecteur des installations classées pourra demander que des contrôles soient effectués sur les eaux de l'Elbach, à l'amont et à l'aval des rejets d'eaux de la carrière, dont il est fait état à l'article 23 .2. du présent arrêté ; les paramètres à rechercher seront définis au moment de la demande.

Les prélèvements devront être faits suivant les règles de l'art et les analyses seront effectuées par un laboratoire agréé. .../...

Les résultats, commentés, seront adressés dès réception à l'inspecteur des installations classées

**Article 28.4 - Surveillance des retombées de poussières : sans objet**

<b>SÉCURITÉ</b>
-----------------

**Article 29 - LUTTE CONTRE L'INCENDIE**

Le site disposera d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an ; il pourra en être disposé sur les engins d'exploitation et dans le local technique dont il est fait état à l'article 21.1 du présent arrêté.

<b>DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE ET GARANTIES FINANCIÈRES</b>
--

**Article 30 - DISPOSITIONS DE REMISE EN ÉTAT DU SITE :**

**Article 30.1 :** L'exploitant est tenu de nettoyer et remettre en état l'ensemble des lieux affectés par les travaux et les installations de toute nature inhérentes à l'exploitation.

En cas de cessation d'activité, la remise en état du site devra être effectuée immédiatement sur la totalité des zones touchées par l'exploitation.

Le site sera libéré en fin d'exploitation de tous les matériels, stockages et installations fixes ou mobiles, mis en place durant les travaux d'extraction.

Cette remise en état doit être accomplie selon le phasage et les modalités définis dans la demande et conformément au plan joint au présent arrêté.

**Article 30 .2 :** La remise en état consistera en :

**Article 30 .2.1 :** pour les terrains suivants (zones de stockages de matériaux) :

- partie de parcelle 57- section 15 de RETZWILLER, située au Sud de la ligne joignant les points A et B,
- partie de parcelle 59- section 15 de RETZWILLER, située au Sud de la ligne joignant les points B,C, H et I<sub>1</sub>,
- parcelle 58- section 15 de RETZWILLER,
- partie de parcelle 64- section 15 de RETZWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points I<sub>1</sub> et I,
- partie de parcelle 63- section 15 de RETZWILLER, située au Nord de la ligne joignant les points I et H,
- parcelles 45,46,47 et 48- section 15 de RETZWILLER,
- parcelles 188,189,195 et 196- section 2 de WOLFERSDORF.

**Enlèvement des stocks, décapage des couches imperméables superficielles suivi d'un ripage et d'un aplanissement, puis recouvrement de terre de découverte et ensemencement**

**Article 30 .2.2 :** pour les terrains suivants :

- partie de parcelle 57- section 15 de RETZWILLER, située dans le polygone (A,A1,A8,A7,A6,X,AB14,Y,B,A),
- partie de parcelle 59 - section 15 de RETZWILLER, située dans le polygone (X,A6,alv1,E,D,AB15,X)et (Y,B,C,D2,Y),
- partie de parcelle 114- section 2 de WOLFERSDORF, située dans le polygone (A7,A6,alv1,alv2,alv3,alv4,alv5,alv6,AC32,AC33,A7)

**Dans un 1<sup>er</sup> temps**

**Mise en sécurité des fronts de taille :**

- selon une pente de 1/1,5 (environ 33°), comptée à partir du bord de l'excavation jusqu'au fond de fouille, réalisée par des gradins de hauteur voisine de 6 mètres séparés par des banquettes de largeur au moins égale à la plus grande hauteur des gradins qu'elle sépare,
  - ou selon un profil validé par une étude géotechnique, mais constitué de gradins de hauteur voisine de 6 mètres séparés par des banquettes de largeur au moins égale à la plus grande hauteur des gradins qu'elle sépare,
- et pose au niveau du gradin supérieur d'un dispositif anti érosion ( géotextile).

**En aucun cas la pente des talus ne sera supérieure à 1/1 (environ 45°).**

**Si le profil des fronts ne permet pas à l'étude géotechnique de garantir leur stabilité à long terme, la déclaration de cessation d'activité devra être accompagnée d'un engagement de remblaiement à court terme.**

#### **Dans un 2<sup>nd</sup> temps**

**a) soit, après réalisation des travaux de mise en sécurité, remise des terrains à la Sté SITAL, dont le siège social est 22 rue de Cherbourg- 67026 STRASBOURG, et dont elle pourra disposer dans le respect des prescriptions qui lui auront été notifiées.**

Au cas où cette condition de remise en état ne pourrait être remplie, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.3 du présent arrêté, la Sté Briqueterie de Rouffach devrait déposer sans délai au préfet un dossier de modification des conditions d'exploitation comme prévu à l'article 20 du décret du 21 septembre 1977 modifié susvisé .

**b) soit, pour tous ou partie des terrains définis à l'article 30.2.2 du présent arrêté, la remise en état pourra également constituer en un remblaiement partiel des terrains excavés, comme défini au dossier de demande d'autorisation du 4 août 1999 susvisé (remise en état option n°1), mais exclusivement avec des matériaux inertes résultant des travaux d'extraction menés sur le site de la carrière autorisé par le présent arrêté . Après remblaiement, les terrains seront aplanis, recouverts de terre de découverte, ensemenés et plantés; les arbres et arbustes utilisés seront des essences locales.**

**Article 30.3 :** Sans préjudice des dispositions édictées dans la demande et le document d'impact, la remise en état sera conduite dans le respect des prescriptions suivantes :

- si la réussite de la remise en état du site semble compromise par l'apparition d'humidité, des travaux de drainage nécessaires à l'assainissement des zones concernées seront effectués,
- si les terrains à recouvrir de terre sont peu perméables, un ripage devra être réalisé.
- les surfaces sur lesquelles les horizons humifères auront été remis en place ne devront plus être parcourues par les engins de chantier,
- les plantations prévues dans le document d'impact, seront réalisées,

**Article 30.4 :** L'exploitant communiquera annuellement à l'inspecteur des installations classées **pour le 31 octobre de chaque année** un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état.

#### **Article 31 - GARANTIES FINANCIÈRES**

**Article 31.1.** La poursuite d'activité de la carrière à compter de la notification du présent arrêté est subordonnée à la constitution de garanties financières destinées à assurer la remise en état du site après exploitation.

**Article 31.2.** La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation selon le schéma « phasage d'excavation et de remise en état » annexé au présent arrêté.

L'exploitation de la phase [n +2] ne peut être entamée que lorsque la remise en état de la phase n est terminée.

L'exploitant notifie chaque phase de remise en état au préfet.

**Article 31.3.** La durée de l'autorisation est divisée en 2 périodes quinquennales et 1 période de 1 an. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.

Le montant des garanties financières permettant d'assurer la remise en état maximale pour chacune de ces périodes est de :

périodes	Montants en Euros
2006 à 2011	251 086
2011 à 2016	205 121
jusqu'au 30/06/2017	63 588

La référence de départ des périodes est la date de signature du présent arrêté préfectoral.

Le montant des garanties financières a été calculé sur la base de l'indice TP01 de janvier 2006 : 544,6.

Les garanties financières doivent être maintenues jusqu'à la mise en œuvre de la procédure définie à l'article 31.6 du présent arrêté

**Article 31.4. Actualisation du montant des garanties financières.**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

**Article 31.5. Justification des garanties financières**

Les garanties financières seront constituées sous la forme d'un acte de cautionnement solidaire délivré soit par un établissement de crédit, soit par une entreprise d'assurance. Cet acte sera conforme au modèle d'attestation fixé par l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées devra être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation **au moins six mois** avant son échéance.

Préalablement à toute exploitation dans la période quinquennale concernée, l'exploitant adresse au préfet, l'acte de cautionnement des garanties financières correspondant à la période.

L'attestation de renouvellement des garanties financières actualisées doit être adressée au Préfet par le titulaire de l'autorisation au moins six mois avant son échéance.

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité.

#### **Article 31.6. Levée des garanties financières**

A la suite de la constatation de la conformité de la remise en état par un procès-verbal de récolement rédigé par l'inspecteur des installations classées, et après avis du ou des maires des communes d'implantation de la carrière, le préfet lève par voie d'arrêté, l'obligation de garanties financières

### **PRESCRIPTIONS PARTICULIÈRES**

#### **Article 32 – DISPOSITIONS PARTICULIERES et INSTALLATIONS CONNEXES :**

##### **Article 32.1 : Dans un souci d'intégration visuelle :**

- la hauteur des dépôts de matériaux temporaires ( marnes grises, cailloutis -marnes jaunes) ne devra pas excéder 5 mètres, exception faite du dépôt de marnes grises situé à l'entrée du site (parties de parcelles 58, 59, 63 et 64 –section 15-de RETZWILLER, au Sud de la carrière) dont la hauteur ne devra pas dépasser 12 mètres.
- les merlons existants et futurs, situés sur et en périphérie du périmètre autorisé de la carrière, devront être végétalisés ; les merlons mis en place sur le côté Nord-Ouest de la carrière et visibles depuis la commune de WOLFERSDORF seront bordés de plantation ; les essences à utiliser sont des essences locales.

##### **Article 32.2: Horaires de transport de matériaux**

Sous réserve de dispositions plus contraignantes, les véhicules de transport liés à l'exploitation de la carrière ne pourront traverser la commune de Retzwiller qu'à partir de 6h00.

Compte tenu de l'ouvrage ( pont) permettant d'accéder directement au site de la carrière et aux stocks, sans traverser la commune de Retzwiller, les véhicules poids lourds desservant la carrière devront obligatoirement emprunter cet ouvrage, sauf cas de force majeure.

### **III- DIVERS**

#### **Article 33 – PUBLICITÉ**

Conformément à l'article 21 du décret du 21 septembre 1977 modifié, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de Retzwiller et Wolfersdorf et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans ladite mairie. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

### **Article 34 – FRAIS**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions de présent arrêté sont à la charge de la société.

### **Article 35 – DROIT DES TIERS**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés. L'autorisation n'a d'effet que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant ou des contrats de forage dont il est titulaire.

### **Article 36 – SANCTIONS :**

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application du chapitre IV du titre I<sup>er</sup> du Livre V du Code de l'Environnement.

### **Article 37 – EXÉCUTION - AMPLIATION**

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut -Rhin, les maires de Retzwiller et Wolfersdorf, l'inspection des installations classées de la DRIRE, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Briqueterie de Rouffach.,

Le préfet,  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général p. i.  
  
André VARCIN

**Délai et voie de recours** (article L 514-6 du Code de l'Environnement)

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou par l'exploitant, dans un délai de **2 mois** à compter de sa notification, ou dans un délai de **6 mois** à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au représentant de l'état dans le département, pour les tiers ou les communes intéressées.

### **ANNEXE**

- ✓ **Plan de situation échelle 1/25000**
- ✓ **Plan parcellaire**
- ✓ **Plan de phasage d'exploitation**
- ✓ **Plans de remise en état :**
  - **travaux de stabilité et remise des terrains à la Sté SITA Alsace**
  - **option 1 : travaux de stabilité et aménagement du fond de fouille avec les terres de découverte, cailloutis et marnes jaunes.**